

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU GERS

RÉPERTOIRE MÉTHODIQUE DÉTAILLÉ DE LA SOUS-SÉRIE 1 O

AFFAIRES COMMUNALES

Fonds de la Préfecture

(1793-1941)

**établi par Delphine VIGNAU
assistante de conservation**

**sous la direction de
Pascal GENESTE
directeur des Archives départementales du Gers**

AUCH – 2020

INTRODUCTION

IDENTIFICATION

Référence	FRAD032_10
Intitulé	Répertoire méthodique détaillé de la sous-série 1 O
Dates	1793-1941
Niveau de description	Fonds
Importance matérielle	xx m.l.

DESCRIPTION

Nom du producteur	Préfecture du Gers
Histoire administrative	<p>La loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) a instauré le découpage du département en arrondissements, cantons et communes. Elle a également créé les préfetures et les sous-préfetures, le poste de préfet et les conseils généraux.</p> <p>Les préfetures de département constituent, à l'échelle de la circonscription départementale, un élément du maillage de l'administration territoriale déconcentrée en charge de la mise en œuvre de l'ensemble des politiques publiques. Le préfet placé à sa tête incarne la permanence et la présence de l'État sur le territoire.</p> <p>La fonction de préfet est définie par l'article 72 de la Constitution de la Cinquième République. Dépositaires de l'autorité de l'État dans le département, les préfets sont institués dans le contexte de la grande réforme consulaire de l'administration territoriale opérée par la loi du 28 pluviôse an VIII [17 février 1800]. Les préfets reçoivent de nouveaux pouvoirs par le décret du 25 mars 1852, ils peuvent ainsi nommer directement, sans requérir l'aval du gouvernement, à des fonctions ou emplois nécessaires au fonctionnement des services publics locaux. Après la Première Guerre mondiale, l'administration territoriale de l'État fait l'objet d'une profonde réorganisation qui aboutit, en 1926 sous le gouvernement Poincaré, à la suppression de 106 sous-préfetures.</p> <p>Un décret du 14 mars 1964 consolide le rôle et le pouvoir des préfets en affirmant leur qualité de représentants de toutes les composantes de l'État dans les départements et leur mission de relais territorial de la politique de tous les ministères et non plus seulement de celle du ministère de l'Intérieur. Responsables du maintien de l'ordre public, les préfets détenaient également jusqu'en 1982 le pouvoir exécutif du département en tant que collectivité territoriale. Depuis la loi n° 82-213, le préfet exerce un contrôle de légalité a posteriori sur les actes des collectivités et ne peut que déférer les actes aux tribunaux administratifs. La plupart des services déconcentrés de l'État, sont placés par ailleurs à cette date sous l'autorité du préfet.</p> <p>Le département du Gers a été créé à la Révolution française, le 4 mars 1790, à partir d'une partie de l'ancienne province de Gascogne. En 1808, il a été amputé du canton de Lavit, situé au Nord-Est, pour créer le département de Tarn-et-Garonne.</p>

Historique de la conservation	Auch devient naturellement le chef-lieu du département. Le classement de la sous-série 1 O a été réalisé en 2018, les documents concernant les syndicats intercommunaux antérieurs à 1940 de la série O continu ont été réintégrés dans la sous-série 1 O.
Modalité d'entrée	Versement Le fonds de la série O a été progressivement versé par la préfecture et les sous-préfectures en 1956 et 1961.

CONTENU

Présentation du contenu	La série O est composée des dossiers produits par les bureaux de la préfecture chargés du contrôle des affaires communales, par la trésorerie générale, chargée de l'examen des comptes de gestion des receveurs municipaux et des pièces à l'appui, et par le service vicinal. La sous-série 1 O est constituée de documents concernant l'ensemble de la tutelle administrative des communes : instructions, circulaires et syndicats de communes.
Mode de classement	Classement établi conformément aux préconisations de la circulaire AD 98-8 relative au cadre de classement des Archives départementales.

CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION

Conditions d'accès	Librement communicable
Condition de reproduction	Les documents dont l'état matériel le permette, sont reproductibles. Les documents reliés ne peuvent être photocopiés.
Langue et écriture	Français

SOURCES COMPLEMENTAIRES

Sources complémentaires	E -Dépôt : archives communales déposées 3 P : cadastre N : administration et comptabilité départementales 1319 W : administration communale postérieure à 1940
-------------------------	---

CONTROLE

Rédacteur de la fiche	Delphine Vignau
Date de rédaction	Avril 2020

Affaires communales (1793-1941)

Fonds de la préfecture

1 O / 1-7	<u>Administration générale des communes.</u>	1821-1927
1 O / 1	Circulaires et instructions.	1821-1826
1 O / 2-5	Circulaire du 12 octobre 1824, questionnaire du ministère de l'Intérieur sur l'organisation des communes.	1824-1825
1 O / 2	Réponses des communes.	1824
1 O / 3	Bilans et statistiques : cantons d'Aignan, Auch-Nord, Auch-Sud, Cazaubon, Cologne, Condom, Eauze, Fleurance.	1824-1825
1 O / 4	Bilans et statistiques : cantons de Gimont, Jégun, Lectoure, L'Isle-Jourdain, Lombez, Marciac, Masseube, Mauvezin.	1824-1825
1 O / 5	Bilans et statistiques : cantons de Miélan, Miradoux, Mirande, Montesquiou, Montréal, Nogaro, Plaisance, Riscle, Saint-Clar, Samatan, Valence-sur-Baïse, Vic-Fezensac.	1824-1825
1 O / 6	Loi du 5 avril 1884 relative à l'organisation municipale : modification, questionnaires et propositions.	1884-1914
1 O / 7	Services administratifs, fonctionnement (1906-1920). Police municipale : circulaires et instructions (1847-1926). Assurances (1842-1924). Archives, fixation du prix du tarif d'expédition de documents conservés dans les archives communales (1912-1927).	1842-1927
1 O / 8-9	<u>Personnel communal.</u>	1810-1931
1 O / 8	États estimatifs : circulaires et instructions.	1810-1931
1 O / 9	Renseignements concernant les fonctionnaires et agents des communes de l'arrondissement de Condom (1908-1912). Règlement-type sur le recrutement, l'avancement et la discipline des fonctionnaires et employés communaux (1920-1926). Emplois communaux réservés aux anciens militaires (1923-1928). Conseil de discipline (1930-1931).	1908-1931
1 O / 10-30, 93-99	<u>Comptabilité et finances communales.</u>	An VIII-1940
1 O / 10-11	Situations financières des communes.	1862
1 O / 10	Arrondissements d'Auch, Condom et Lectoure.	1862
1 O / 11	Arrondissements de Lombez et Mirande.	1862

1 O / 12-17	Situations financières des communes.	1890-1931
1 O / 12	1890-1896	
1 O / 13	1897-1906	
1 O / 14	1907-1913	
1 O / 15	1914-1919	
1 O / 16	1920-1921	
1 O / 17	1922-1931	
1 O / 18	Budgets des communes du département.	1804
1 O / 19	Comptes de gestion, notification des arrêtés de la Cour des comptes.	1922-1925
1 O / 20-21	Revenus et charges des communes : circulaires et instructions.	1818-1926
1 O / 20	1818-1835	
1 O / 21	1836-1926	
1 O / 22	Revenus et charges des communes. – Rentes (1819-1832). Fonds communs, évaluations (1900-1930). Cultes, budgets alloués au traitement des desservants (1905) ; répercussions de la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat sur les budgets communaux (1905) ; réparations faites aux édifices communaux religieux (1905) ; répartition des sommes rendues disponibles par la suppression du budget des cultes (1931). Recettes ordinaires des communes (1908). Dépenses extraordinaires résultant de l'état de guerre (1920).	1819-1931
1 O / 23-24, 98-99	Contributions et emprunts communaux.	1892-1940
1 O / 23	1892-1899	
1 O / 24	1900-1905	
1 O / 98	1937-1940	
1 O / 99	Emprunts, bonification d'intérêt pour la construction d'édifices communaux et chemins : Aubiet (1934-1936) ; Betcave-Aguin (1935-1938) ; Endoufielle (1936-1938) ; Gimont (1935-1936) ; L'Isle-Jourdain (1933-1937) ; Jégun (1935) ; Saint-Martin-Gimois (1932-1938) ; Vic-Fezensac (1933-1937).	1933-1938
1 O / 93-97	Fonds d'amortissement des charges d'électrification (loi des finances du 31 décembre 1936).	1933-1941
1 O / 93	Généralités : textes règlementaires.	1936
1 O / 94	Syndicats d'électrification d'Aignan-Plaisance (1933-1940) ; Auch-Nord (1933-1939) ; Bas-Armagnac (1932-1940) ; région de Condom	1933-1940

	(1939-1940).	
1 O / 95	Syndicats d'électrification d'Eauze-Montréal (1937-1941) ; Lectoure (1936-1939).	1936-1941
1 O / 96	Syndicats d'électrification de Marciac (1934-1938) ; Masseube (1936-1940) ; Mauvezin (1935-1939).	1934-1940
1 O / 97	Syndicats d'électrification de Mirande (1935-1940) ; Riscle (1936-1939) ; Saramon (1938-1939) ; La Save (1935-1940).	1935-1940
1 O / 25	Impositions. – Statistiques des communes d'après le rapport de la valeur du centime à la population (1902-1903). Etat financier, liste des communes dans lesquelles sont prélevés plus de 10 centimes additionnels (1920-1930). Taxe municipale sur les automobiles (1920). Réforme des impositions communales et départementales : renseignements statistiques (1922). Impositions extraordinaires (1925-1926). Centimes extraordinaires (1931).	1902-1931
1 O / 26	Taxes communales.	1895-1930
1 O / 27-30	Octroi.	an VIII-1925
1 O / 27	Règlementation, modèles de bordereaux : circulaires, décret impérial (an VIII-1811). Pain des troupes, perception de 10 % (1806). Abus (1808). Boissons, droit à percevoir (1808-1809). Prix de la viande (1822).	an VIII-1822
1 O / 28	Adjudications, mesures générales, règlementation, ordonnances du roi, modèles de règlement.	1812-1925
1 O / 29	États et situations dans le Gers (1824-1880, s. d.) ; statistiques (1843-1873).	1824-1880
1 O / 30	Enquête : questionnaires communaux sur le maintien ou la suppression de l'octroi.	1869-1870
1 O / 31-34	<u>Bâtiments communaux.</u>	an XII-1930
1 O / 31	Églises, presbytères et écoles, situation par commune : registre.	1850-1858
1 O / 32	Écoles, situation matérielle (1930) ; loyers (1884).	1884-1930
1 O / 33-34	Cimetières.	
1 O / 33	État de situation, textes règlementaires.	an XII-1830
1 O / 34	Questionnaires sur les lieux d'inhumation.	an XII

1 O / 35-41	<u>Propriétés non bâties.</u>	1793-1930
1 O / 35-40	Biens communaux.	1793-1930
1 O / 35	Usurpations, estimation et états.	1793-1826
1 O / 36	Ordonnance du 23 juin 1819 relative aux biens usurpés (1819-1824). Textes règlementaires relatifs à la vaine pâture, partage des biens communaux, adjudications (1836-1907).	1819-1907
1 O / 37	États par canton : Aignan, Auch-Nord, Auch-Sud, Cazaubon, Condom, Cologne, Eauze, Fleurance, Gimont, Jégun, Lectoure, L'Isle-Jourdain, Lombez, Marciac, Masseube.	1836
1 O / 38	États par canton : Mauvezin, Miélan, Miradoux, Mirande, Montesquiou, Montréal, Nogaro, Plaisance, Riscle, Saint-Clar, Samatan, Saramon, Valence-sur-Baïse, Vic-Fezensac.	1836
1 O / 39	Renseignements et états divers.	1844-1930
1 O / 40	Renseignements et statistiques (1860-1863) ; mise en valeur (1861-1863).	1860-1863
1 O / 41	Eaux et forêts. – Forêts domaniales de Berdoues et Montégut-Arros, coupes de bois (1815). Droit de chasse (1874-1903). Situation des bois (1880-1904) ; renseignements et statistiques (1904).	1815-1904
1 O / 42-43	<u>Travaux communaux.</u>	1831-1928
1 O / 42	Circulaires.	1831-1928
1 O / 43	Curage et irrigation : circulaire ministérielle (1854). Gaz et électricité : coupures de presse (1922).	1854-1922
1 O / 44	<u>Éducation, culture.</u>	
	Instruction publique, enquête du ministère : circulaires et instructions, notes, correspondance (1884) ; situation matérielle des écoles (1887).	1884-1887
1 O / 104	<u>Assistance et prévoyance.</u>	1902-1933
	Commission sanitaire départementale.	1902-1933
1 O / 45-92, 100-102, 105	<u>Syndicats intercommunaux.</u>	1910-1941
1 O / 45-53	Syndicats de chemins.	1910-1941
1 O / 45	Castet-Arrouy.	1910-1913

1 O / 46	Cazaubon, associations syndicales de Haget (1938-1941) ; du chemin de Sancet (1938-1941).	1938-1941
1 O / 102	Cézan, association syndicale du chemin rural n° 1 dit de Las Angèles.	1937
1 O / 105	Estampes, chemin dit du Bartas (1932-1938) ; chemin rural dit de la Borde (1933-1938) ; chemin rural n° 3 dit de Cassoulet (1934-1938).	1932-1938
1 O / 47	Estang, associations syndicales des chemins ruraux n° 2, 3 et 6 (1910) ; du chemin rural n° 35 dit de Lalanne (1929) ; du chemin de Berduquet (1934-1936) ; du chemin de Pelleben (1938-1939).	1910-1939
1 O / 48	Fleurance, syndicat des chemins d'Empeyries et Lalouroy.	1936-1941
1 O / 49	Gavarret, syndicat de Lacassagne (1937-1941) ; syndicat La Gavache (1937-1940).	1937-1941
1 O / 50	Gimont, syndicat du chemin de Tullé.	1938-1941
1 O / 51	Laguian-Mazous, association syndicale du chemin « Las Toulas ».	1937-1941
1 O / 52	Lannepax, associations syndicales de Bernuchan (1937-1941) ; de Pouy (1937-1939).	1937-1941
1 O / 53	Mauvezin, syndicat de cylindrage.	1936-1941
1 O / 103	Miélan, association syndicale du chemin n° 1 dit de Capdecomme (1932-1935). Mauléon-d'Armagnac, association syndicale du chemin rural des Coutons (1931-1933). Réjaumont, association syndicale du chemin rural de Martissens (1932-1934). La Sauvetat, association syndicale du chemin rural n° 1 d'Empeyris à Lalouroy (1935-1939).	1931-1939
1 O / 54-55, 100-101	Syndicats des cours d'eau.	1934-1941
1 O / 100	Blousson-Sérian, association syndicale dit du Puits Teychené.	1912-1914
1 O / 54	Fleurance, association syndicale de drainage d'Ennat.	1934 -1941
1 O / 55	Miélan, syndicat d'initiative de la vallée du Bouès.	1934-1941
1 O / 101	Montestruc, association syndicale libre de Montestruc.	1931-1932
1 O / 56-92	Syndicats d'électrification : comptes de gestion.	1924-1941
1 O / 56	Auch.	1930-1941
1 O / 57	Barran-Seissan.	1936-1941
1 O / 58-65	Eauze-Montréal.	1930-1941
1 O / 58	1930-1934	
1 O / 59	1934-1935	

1 O / 60	1935-1936	
1 O / 61	1936-1937	
1 O / 62	1937-1938	
1 O / 63	1938-1939	
1 O / 64	1939-1940	
1 O / 65	1940-1941	
1 O / 66	Estampes.	1936-1939
1 O / 67	Gimont.	1937-1941
1 O / 68	Lectoure.	1936-1940
1 O / 69	Marciac.	1933-1941
1 O / 70	Masseube.	1933-1941
1 O / 71	Mauvezin.	
1 O / 72-78	Nogaro (Bas-Armagnac).	1930-1941
1 O / 72	1930-1935	
1 O / 73	1935-1936	
1 O / 74	1936-1937	
1 O / 75	1937-1938	
1 O / 76	1938-1939	
1 O / 77	1939-1940	
1 O / 78	1940-1941	
1 O / 79-85	Plaisance-Aignan.	1930-1941
1 O / 79	1930-1931	
1 O / 80	1935-1936	
1 O / 81	1936-1937	
1 O / 82	1937-1938	
1 O / 83	1938-1939	
1 O / 84	1939-1940	
1 O / 85	1940-1941	
1 O / 86	Riscle.	1936-1941
1 O / 87	Samatan-Lombez.	1938-1941
1 O / 88	Saramon.	1935-1939
1 O / 89	Valence.	1935-1941
1 O / 90	Vallée de la Save.	1924-1941
1 O / 92	Vic-Fezensac.	1937-1939
1 O / 91	Syndicat de défense contre l'incendie, Mauvezin : comptes de gestion.	1939-1941